

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CAS.6/13
12 mai 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième Conférence des statisticiens africains
Addis-Abéba, 22 - 31 octobre 1969

QUESTIONS DECOULANT DE LA NEUVIEME SESSION
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

QUESTIONS DECOULANT DE LA NEUVIEME SESSION
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

1. Dans le Rapport annuel de la CEA à l'ECOSOC (1er mars 1968 - 14 février 1969) E/CN.14/453, on trouvera une liste complète de la documentation soumise à la neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique, de même que des informations sur les débats, les résolutions, le programme de travail, etc.. Les principaux points relatifs aux activités statistiques et démographiques ont été reproduits dans ce document pour fournir plus aisément les éléments de référence.

EXAMEN DES ACTIVITES STATISTIQUES ET DEMOGRAPHIQUES

2. Les paragraphes suivants, extraits du Compte rendu des débats de la Commission, portent sur les discussions auxquelles ont donné lieu les activités statistiques et démographiques :

Services statistiques

"534. Ouvrant le débat sur ce sujet, le secrétariat a signalé que les travaux réalisés dans le domaine de la statistique au cours de la période 1967-1969 étaient pour une large part le prolongement et le développement de projets élaborés antérieurement.

535. Le service consultatif régional a été maintenu, deux conseillers étant spécialisés dans les statistiques démographiques, un dans les enquêtes par sondage et un dans les statistiques de la comptabilité nationale (et publique). Ces activités consultatives à court terme viennent en complément de celles des experts des Nations Unies, dont 75 environ sont affectés dans des pays d'Afrique.

536. La formation a fait des progrès satisfaisants et les projets patronnés par les Nations Unies ont permis de former chaque année 175 statisticiens environ. Le centre de formation de cadres moyens de Yaoundé est maintenant reconnu comme un projet du PNUD (Fonds spécial) et le Fonds spécial patronne également un nouvel institut pour la formation de cadres supérieurs à Kampala. Ce dernier sera destiné aux pays anglophones et constituera l'homologue de celui qui fonctionne depuis quelques années à Rabat pour les pays francophones; on souhaiterait que ces deux projets se développent pour permettre la normalisation de la formation au niveau des cadres dans l'ensemble de la région.

537. Outre la cinquième Conférence des statisticiens africains convoquée en 1967, un certain nombre de cycles et groupes d'études ont été organisés. Ils ont traité les sujets suivants : comptes nationaux, statistiques de la main-d'oeuvre, méthodes de sondage, recensements de la population et du logement, et statistiques de la distribution du revenu.

538. Les activités relatives au rassemblement et à l'analyse des données statistiques africaines se sont étendues et un grand nombre d'informations ont été portées sur cartes perforées, une fois normalisées les définitions et les unités. Les renseignements sont maintenant utilisables à des fins d'analyses régionales et peuvent aussi être regroupés suivant des critères géographiques ou autres.

539. Afin de faciliter le traitement des données, un petit ordinateur a été installé au siège de la CEA au début de 1968. Il a été utilisé en outre pour l'analyse de données au bénéfice de certains pays et pour la formation de programmeurs. Il faudrait dans l'immédiat modifier le matériel pour pouvoir utiliser des bandes et des disques, ce qui permettrait d'échanger plus facilement des informations avec des pays et des organismes internationaux.

540. Le secrétariat a continué à établir ses publications régulières. Deux numéros du Bulletin trimestriel de statistique pour l'Afrique, qui constitue un nouveau projet, ont été publiés; ce document a le double objet de diffuser des informations et de signaler les lacunes des données africaines qui doivent être comblées d'urgence. Des travaux ont été entrepris pour passer à l'ordinateur et mettre au point les données destinées à l'Annuaire statistique.

541. En présentant le programme de travail pour 1969-1970, le secrétariat a attiré l'attention des délégations sur le concept fondamental qu'est la nécessité d'établir des liaisons étroites entre les statistiques, la démographie et la planification économique et sociale.

542. Les projets portant sur la méthodologie se poursuivront, notamment en ce qui concerne l'extension et l'adaptation du système de comptabilité nationale ainsi que d'autres aspects du rassemblement et de l'analyse des données statistiques. La Conférence des statisticiens africains se réunira en 1969, 1971 et 1973.

543. Les délégations se sont déclarées satisfaites des travaux accomplis et du programme de travail proposé pour l'avenir. Elles ont fait observer qu'en Afrique, les statistiques doivent être considérées comme une science intéressant tous les domaines du développement.

544. Un grand nombre des observations présentées sur le programme ont porté sur la formation; les délégations ont estimé dans l'ensemble que si les projets visant le personnel de niveau moyen demeurent nécessaires la formation de cadres doit désormais devenir l'objectif essentiel. L

nouvel institut de Kampala améliorera la situation à cet égard pour les pays anglophones, mais il ne suffira pas à satisfaire entièrement la demande. Il conviendrait donc que les institutions nationales, qui seraient souvent en mesure d'accueillir des stagiaires étrangers, bénéficient d'un appui.

545. Les délégations ont souligné que les pays doivent être à même d'utiliser au mieux le personnel statisticien récemment formé. Elles ont recommandé à cet égard que le secrétariat étudie les obstacles qui s'opposent à l'introduction de nouvelles méthodes et la possibilité d'instaurer des conditions de service satisfaisantes dans les bureaux de statistique nationaux.

546. Les délégations ont admis que les services consultatifs et les services d'experts doivent être considérés comme des mesures provisoires; les pays doivent commencer à acquérir des connaissances et une expérience propres en formant dans les plus brefs délais possibles du personnel d'encadrement.

547. Le système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies présentera un intérêt pour l'Afrique, mais étant donné qu'il existe une co-ordination intégrale des statistiques économiques et sociales, son application dans la région demandera nécessairement un certain temps. Au cours de ce processus, il est également essentiel de veiller à l'exactitude des données de base, qui est la condition sine qua non de l'efficacité des systèmes de statistiques.

548. Les travaux relatifs au traitement des données régionales mettent en évidence les efforts que déploient les pays africains pour normaliser leurs statistiques, mais il est évident que cette considération demeure de première importance pour l'avenir."

Programmes démographiques

"517. Un représentant du secrétariat a indiqué que les travaux relatifs à la recherche et aux projections démographiques et aux activités de formation connexes se sont poursuivis au cours des deux années écoulées.

518. L'accord conclu entre le Gouvernement de la République arabe unie et les Nations Unies a été reconduit afin que le centre démographique du Caire puisse continuer à fonctionner; cependant, il faut encore créer d'autres moyens de formation démographique, tant pour les pays anglophones que pour les pays francophones. Un Guide démographique de l'Afrique a été publié.

519. En 1968, une mission démographique, organisée par le Siège des Nations Unies et la CEA, s'est rendue dans plusieurs pays africains pour étudier leurs besoins dans ce domaine ainsi que les possibilités de mettre au point de nouvelles activités. Elle a recommandé dans son

rapport que le programme démographique de l'Afrique soit considérablement élargi et a estimé qu'une liaison étroite avec la planification économique était nécessaire pour assurer des résultats pratiques.

520. C'est en fonction de ces recommandations qu'ont été élaborés le programme de travail pour 1969-1970 et les projections jusqu'en 1973. La première conférence africaine sur la population prévue pour 1971 a été tout particulièrement mentionnée : elle sera organisée à Addis-Abéba, dans le cadre d'une réunion régionale, sous les auspices de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population.

521. Un représentant de la Division de la population du Siège des Nations Unies a déclaré que sa Division appuyait entièrement le programme de travail de la CEA. Il a signalé que ce programme bénéficierait d'une assistance financière, provenant en partie du Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général des Nations Unies. Le Fonds offre un moyen extra-budgétaire de financer des programmes d'action concrète dans le domaine de la démographie, auxquels des pays industrialisés, dont certains pays du nord de l'Europe et les Etats-Unis, ont apporté une contribution. Il a ajouté que la conférence africaine sur la population serait une excellente occasion d'examiner les problèmes démographiques dans le cadre des programmes de développement économique et social.

522. Les délégations se sont déclarées en faveur des propositions présentées par la mission démographique de 1968, notamment pour ce qui concerne le programme élargi de recherche, de formation et de services consultatifs. En réponse à une question sur le statu quo, le secrétariat a indiqué que les recommandations de la mission étaient encore à l'étude.

523. Des délégations ont signalé la nécessité urgente de données démographiques pour l'établissement des plans de développement, certains besoins particuliers d'assistance et quelques problèmes propres à la région, tels que l'expansion rapide des populations urbaines. Une question a d'autre part été posée sur la possibilité d'obtenir une assistance au titre du Fonds d'affectation spéciale pour des opérations de recensement nationales; il a été indiqué que le Fonds serait utilisé essentiellement au bénéfice d'activités régionales et que tous besoins particuliers devaient être signalés au secrétariat.

524. Il a été recommandé de prêter une attention particulière aux méthodes de contrôle de la qualité dans les recensements de la population et du logement, en raison des problèmes posés par les attitudes traditionnelles, l'analphabétisme, etc. On a signalé spécialement les effets de l'évolution démographique sur les conditions sociales et l'importance de l'analyse démographique qui en découle."

MODIFICATIONS DE L'APPAREIL INSTITUTIONNEL
DE LA COMMISSION

3. La Commission a adopté des modifications de son appareil institutionnel et a proposé de réviser l'organisation, la structure et les fonctions du secrétariat. Bien que ces mesures ne portent pas spécifiquement sur les activités statistiques et démographiques, elles méritent d'être mentionnées parce qu'elles concernent la Commission et le secrétariat dans leur ensemble et affecte ainsi le cadre général dans lequel opère la Conférence des statisticiens africains.

188 (IX). Appareil institutionnel de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique.

Consciente des problèmes que doivent surmonter les pays de la région africaine et de la ferme résolution de ces pays de mobiliser au maximum les ressources humaines et matérielles en vue d'accélérer leur développement économique et social au cours de la prochaine Décennie du développement,

Soucieuse de renforcer les institutions de la Commission afin qu'elle puisse jouer un rôle plus efficace dans le développement économique et social de la région,

Tenant compte de l'importance d'une participation plus efficace des Etats membres aux activités de la Commission,

Recommande :

a) Que les sessions ordinaires de la Commission soient organisées tous les deux ans à l'échelon ministériel et soient désignées par le terme "Conférence des ministres";

b) Que soit créé un Comité plénier, appelé Comité technique d'experts;

c) Que soit créé un Comité exécutif;

d) Que le mandat de ces trois organes soit celui qui est défini en annexe.

147ème séance,
10 février 1969.

Annexe

A. La Conférence des ministres :

Composition : La Conférence des ministres comprend les ministres des gouvernements des Etats membres responsables des affaires économiques, des affaires financières, de la planification et du développement.

Réunions : La Conférence des ministres se réunit conformément aux dispositions de l'article 1 du règlement intérieur de la Commission.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur de la Conférence est le même que celui de la Commission.

Attributions :

a) Examiner les problèmes de politique générale et l'ordre de priorité à réserver aux programmes et autres activités de la Commission;

b) Examiner les problèmes de politique économique intra-africaine et internationale et formuler des recommandations sur ces problèmes aux Etats membres;

c) Faire le bilan de l'exécution du programme de la période biennale précédente et examiner et approuver le programme d'action proposé pour la période biennale suivante;

d) Analyser les rapports qui lui sont présentés par le Comité exécutif et le Comité technique d'experts;

e) Examiner les questions relatives à la représentation de la région africaine au sein des organes internationaux et intergouvernementaux ayant à connaître des problèmes économiques et sociaux.

B. Le Comité technique d'experts :

Composition : Le Comité technique d'experts sera composé de fonctionnaires ou hauts fonctionnaires des Etats membres chargés des problèmes économiques, de la planification, du développement et des affaires financières et fiscales.

Réunions : Le Comité technique d'experts se réunit une fois par an. Au cours des années pour lesquelles on a prévu une Conférence des ministres, le Comité se réunit au plus tard une semaine avant l'ouverture de la Conférence.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur est le même que celui de la Commission.

Attributions :

a) Examiner les études établies par le secrétariat et présenter les rapports appropriés à la Conférence des ministres;

b) Aider le secrétariat à établir ses programmes de travail et ses ordres de priorité;

c) Prendre des dispositions pour assurer des contacts efficaces entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres au niveau des fonctionnaires d'autorité.

C. Le Comité exécutif :

Composition : Le Comité exécutif est composé comme suit :

a) Le Président, les deux Vice-présidents et le Rapporteur de la session de la Conférence des ministres;

b) Deux représentants de chaque sous-région, chaque membre du bureau de la Conférence des ministres étant considéré comme représentant de la sous-région dont son pays fait partie;

c) Deux membres africains de l'ECOSOC; l'un représentant les pays anglophones et l'autre les pays francophones;

d) Deux membres africains du Conseil d'administration du PNUD; l'un représentant les pays anglophones et l'autre les pays francophones;

Sous réserve qu'aucun pays ne peut avoir plus d'un représentant au sein du Comité exécutif.

Le Président de la Conférence des ministres est président du Comité exécutif.

Réunions : Le Comité exécutif se réunit au moins deux fois par an. Dans certains cas particuliers et après consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission, le Président du Comité exécutif peut convoquer une réunion extraordinaire du Comité exécutif. S'il y a lieu, le Président du Comité exécutif peut inviter tous les membres africains de l'ECOSOC et du Conseil d'administration du PNUD à assister aux réunions du Comité exécutif.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur est le même que celui de la Commission.

Attributions :

a) Assister le Secrétaire exécutif pour la mise en application des résolutions de la Commission et l'exécution du programme de travail du secrétariat;

b) Assurer la liaison entre le secrétariat, les Etats membres et les sous-régions; à cet égard, examiner les rapports des sous-régions et leurs programmes d'exécution, assister le Secrétaire exécutif pour obtenir la participation sans réserve des Etats membres aux activités sous-régionales, stimuler et coordonner les activités des organisations intergouvernementales;

c) En liaison avec le secrétariat, recommander des mesures efficaces pour instaurer une coopération plus étroite entre la Commission, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les diverses organisations internationales s'intéressant et participant aux efforts de développement en Afrique;

d) Assister le secrétariat pour l'établissement de relations de travail étroites avec les représentants permanents africains aux Nations Unies, ainsi qu'avec les membres africains des diverses organisations internationales, afin de les tenir convenablement informés des problèmes intéressant le développement économique et social de l'Afrique;

e) Signaler à l'attention des Etats membres les activités des autres organisations internationales qui peuvent influencer sur le progrès du développement économique et social des pays africains;

f) En liaison avec le secrétariat exécutif, renforcer les relations cordiales existant entre la Commission et les organismes politiques de l'OUA (tels que la Conférence des ministres, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement) au moyen de consultations périodiques avec le secrétariat de l'OUA;

g) Faire rapport à la Conférence des ministres de la manière la plus appropriée.

189 (IX). Organisation, structure et fonctions du secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique.

Consciente du fait que les tâches essentielles qui incombent à la Commission exigent que l'organisation, la structure et les fonctions de son secrétariat, ainsi que celles des bureaux sous-régionaux, soient revues et que des ressources suffisantes en matière de personnel, de finances, etc., soient mises à sa disposition pour qu'elle soit en mesure d'intensifier ses activités d'exécution,

Rappelant les résolutions 1709(XVI) et 1823(XVII) de l'Assemblée générale et les résolutions 793(XXX), 823 (XXXI) et 879(XXXIV) du Conseil économique et social relatives à la décentralisation des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies et au renforcement des commission régionales,

Notant le système établi par le PNUD pour étudier l'aptitude de l'Organisation à entreprendre des programmes de développement et à examiner la possibilité d'une décentralisation plus poussée et plus efficace des activités d'exécution au profit des commissions économiques régionales,

1. Demande instamment que soit entreprise une décentralisation plus poussée et plus efficace des activités d'exécution conformément aux résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale;

2. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De procéder à une révision de l'organisation, de la structure et du rôle du secrétariat, bureaux sous-régionaux compris, et d'en faire rapport à la Conférence des ministres par l'intermédiaire de son Comité exécutif, pour décision;

b) De favoriser les conférences et les consultations entre les dirigeants des sous-régions et de les aider à l'élaboration de politiques et de programmes d'action;

c) De revoir les groupements sous-régionaux actuels, et en cas de besoin, de formuler des recommandations à la Conférence des ministres afin d'instituer des groupements plus rationnels, prenant en considération la communauté des intérêts et des facteurs géographiques;

3. Recommande que des dispositions soient prises pour obtenir que la Commission soit représentée aux conférences régionales convoquées par le PNUD, les institutions spécialisées des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chaque fois que des questions se rapportant au développement économique et social de l'Afrique y sont examinées, afin d'obtenir que les décisions arrêtées à ces conférences soient pleinement prises en considération dans le programme de travail de la Commission.

147ème séance,
10 février 1969

191 (IX)/Rev.2 Dispositions transitoires

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les résolutions adoptées sur la réorganisation des institutions de la Commission,

Notant en particulier la décision prise d'établir une Conférence des ministres, un Comité technique d'experts et un Comité exécutif,

Consciente de la nécessité de mettre au point des dispositions transitoires pour la mise en oeuvre effective de la nouvelle organisation de la Commission,

1. Recommande que :

- a) La présente session de la Commission soit considérée à toutes fins utiles comme une réunion préliminaire de la Conférence des ministres;
- b) Le Président, les deux Vice-Présidents et le Rapporteur actuels de la Commission soient considérés à toutes fins utiles comme le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur, respectivement, de la réunion préliminaire de la Conférence des ministres;
- c) Toutes décisions prises au sujet de la date et du lieu de la prochaine session de la Commission s'appliquent ipso facto à la première réunion de la Conférence des ministres;
- d) Le Comité exécutif intérimaire soit composé des membres suivants :
 - i) Le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur de la présente session;
 - ii) Deux représentants des sous-régions existantes; étant entendu que chaque membre du bureau en exercice sera considéré comme représentant la sous-région dont son pays fait partie; sous réserve que dans le cas où la désignation du deuxième représentant sous-régional soulèverait des difficultés, le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Président de la Commission, convoquera une réunion des représentants de la sous-région intéressée aux fins, entre autres, de désigner ses représentants; sous réserve en outre que si le Secrétaire exécutif éprouve des difficultés à convoquer la réunion d'une sous-région dans un délai de six mois après la présente session aux fins ci-dessus, la non-désignation du représentant de ladite sous-région à l'expiration de ce délai ne saurait constituer un obstacle au bon fonctionnement du Comité exécutif provisoire;
 - iii) Deux membres africains de l'ECOSOC;
 - iv) Deux membres africains du Conseil d'administration du PNUD; étant entendu que les représentants de l'ECOSOC et du PNUD devront représenter à égalité les Etats anglophones et francophones;
- e) Les deux Comités de la présente session soient considérés ensemble comme une réunion préliminaire du Comité technique d'experts;

f) Tous les groupes de travail et autres comités existants de la Commission continuent de fonctionner jusqu'à ce qu'une décision contraire soit prise par la Commission à une de ses sessions;

g) Le Secrétaire exécutif soit habilité à mettre au point et à appliquer toutes autres dispositions transitoires qui pourraient être nécessaires;

h) Les dispositions transitoires ci-dessus entrent en vigueur immédiatement et restent valables jusqu'à la première réunion de la Conférence des ministres, étant entendu que le Comité exécutif et le Comité technique d'experts établis aux termes de la résolution 188(IX) pourront être convoqués avant la première réunion de la Conférence des ministres;

i) Les points suivants soient portés à l'ordre du jour de la première réunion de la Conférence des ministres :

1. Politiques économiques intra-africaines et internationales
2. Principes et ordre de priorités des programmes de la Commission
3. Exécution du programme de la période biennale écoulée
4. Propositions relatives au programme de la période biennale à venir
5. Représentation de la région africaine au sein des organismes internationaux et intergouvernementaux ayant à connaître de questions économiques et sociales intéressant l'Afrique
6. Exécution des résolutions de la Commission et du programme de travail du secrétariat
7. Relations avec les Etats membres et les sous-régions
8. Rapports sur les programmes sous-régionaux
9. Relations entre la Commission et les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales
10. Relations avec les représentants permanents africains auprès des Nations Unies ainsi qu'avec les membres africains de diverses organisations internationales
11. Activités des organisations internationales présentant un intérêt pour le développement économique et social de l'Afrique.

12. Relations avec l'OUA en matière économique et sociale

13. Rapports du Comité exécutif

14. Rapports du Comité technique d'experts;

2. Recommande en outre que l'ensemble des points ci-dessus soient portés à l'ordre du jour de chaque session de la Commission.

150ème séance,
12 février 1969

LISTE ANNOTÉE DES PROJETS POUR 1969-1970

ET PROJECTIONS JUSQU'À 1973

4. Les paragraphes du programme de travail qui concernent les services statistiques et les Programmes démographiques sont reproduits, ci-après. Les propositions du secrétariat pour la modification de ces programmes et leur extension jusqu'à la fin de 1974 sont mentionnées dans l'Annexe I du Rapport de la CEA sur les activités statistiques et démographiques, E/CN.14/CAS.6/20.

5. En outre, et pour information, des détails sur le programme de travail dans le domaine de la Planification du développement économique, des projections et des politiques, sont reproduits, ci-dessus. Ils fourniront des éléments de référence lors des débats de la Conférence sur l'utilisation des statistiques et de la démographie dans la recherche et la planification économiques.

XI. SERVICES STATISTIQUES

Responsable : DIVISION DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE

Section de la formation et du développement; Section de la comptabilité économique et des statistiques financières; Section des statistiques économiques générales

RESSOURCES EN PERSONNEL

		<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>GS</u>
<u>Direction</u>	1967	-	1	-	-	-	11
	1968	-	1	-	-	-	14 ^{a/}
	1969*	1	-	-	-	-	14
	1970*	1	-	-	-	-	14
	1971*	1	-	-	-	-	14
<u>Sections de la formation et du développement; de la comptabilité économique et des statistiques financières; des statistiques économiques générales</u>	1967	-	1	1	6	3	19
	1968	-	1	3	3	5	17
	1969*	-	1	3	3	5	17
	1970*	-	1	3	3	5	18
	1971*	-	1	3	3	5	18
<u>Conseillers régionaux financés sur les fonds des projets :</u>	1967	4					
	1968	4					
	1969*	4					
	1970*	4					
	1971*	4					

* Proposés.

a/ Dont trois postes transférés avec les tâches correspondantes de "Planification du développement économique, projections et politiques".

XI. SERVICES STATISTIQUES

Depuis le début des réunions régionales sur les statistiques en Afrique, des améliorations notables ont été enregistrées dans l'organisation des services statistiques, l'élaboration des études et des données statistiques et la formation du personnel statisticien dans la région. Cependant, il reste encore beaucoup à faire avant que toutes les lacunes de l'information chiffrée dans la région soient comblées.

Le programme de travail, dans ce domaine, est par conséquent consacré au maintien de l'assistance jusque-là prêtée aux pays en vue :

- D'améliorer la qualité des statistiques habituellement élaborées;
- D'élargir le champ des données disponibles;
- De renforcer l'effectif du personnel statisticien;
- D'harmoniser les concepts et les méthodes en usage dans la région;
- D'établir un système d'échange de renseignements entre les pays;
- D'élaborer des données et des études de plus en plus complètes en vue d'aider à l'élaboration et à la planification des politiques de développement économique et social.

PROJETS

59. Développement des statistiques

Ce projet prévoit les activités suivantes :

- Examiner avec les pays les progrès accomplis et les problèmes posés dans le développement de leurs programmes de statistique;
- Etudier avec les pays leurs besoins d'assistance technique et, sur leur demande, leur apporter une aide avec la collaboration du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies et de la Direction des opérations d'assistance technique, par l'intermédiaire des conseillers statistiques régionaux;
- Préparer la documentation et fournir les services nécessaires à la Conférence des statisticiens africains.

Les réunions suivantes seront organisées :

- a) Sixième session de la Conférence des statisticiens africains (1969)

- b) Septième session de la Conférence des statisticiens africains (1971)
- c) Huitième session de la Conférence des statisticiens africains (1973)

Les institutions spécialisées compétentes seront invitées à participer.

60. Elaboration de normes statistiques pour l'Afrique

Il s'agit de faire des recherches sur les méthodes statistiques et préparer, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies et certaines institutions spécialisées, des documents méthodologiques qui sont le plus souvent utilisés aux cycles d'études et aux groupes de travail d'experts organisés pour échanger des idées sur l'amélioration de la comparabilité des statistiques sur le plan régional et sur le plan international, et sur l'adaptation des normes internationales à l'Afrique.

A la suite de la révision du Système de comptabilité nationale et de l'élaboration d'une nouvelle présentation type des données, des études et des réunions sont prévues en vue de diffuser la nouvelle version du Système de comptabilité nationale et de discuter de l'élaboration des données de base requises :

- a) Etude des données des pays sur les prix utilisés pour l'évaluation des produits agricoles dans la comptabilité nationale (1968-1970)
- b) Cycle d'études sur l'application du Système de comptabilité nationale révisé (1970)
- c) Groupe de travail sur l'estimation du transport, du commerce et autres services dans l'établissement de la comptabilité nationale (1971)
- d) Groupe de travail sur les relations interindustrielles (1972)
- e) Groupe de travail sur les flux monétaires (1973)
- f) Etude de l'avancement de l'application du Système de comptabilité nationale révisé dans les pays africains (1973-1974)

Dans le cadre de la poursuite des efforts d'uniformisation et de normalisation des concepts, les réunions suivantes seront organisées :

- g) Groupe de travail sur le dépouillement des données des recensements de la population (1969)
- h) Cycle d'études de l'OMS et de la CEA sur les statistiques sanitaires (1969)

- i) Cycle d'études sur les statistiques des prix et des quantités (1969)
- j) Groupe de travail sur les statistiques industrielles (1969)
- k) Deuxième cycle d'études africain sur l'enregistrement des faits d'état civil et sur les statistiques de l'état civil (1970)
- l) Groupe de travail sur les statistiques du secteur public (1970)
- m) Etude sur les statistiques requises pour la planification de la main-d'oeuvre de l'enseignement (1970)
- n) Réunion sur les statistiques requises pour la planification de l'enseignement (1971)
- o) Cycle d'études sur les statistiques de transport et de la distribution (1971)
- p) Etude des données démographiques sur les nomades dans les pays africains (1972)
- q) Etude des techniques de détermination de l'âge dans les conditions propres à l'Afrique (1972)
- r) Groupe de travail sur les statistiques et les études des populations nomades (1972)
- s) Etude préliminaire de l'estimation de la richesse nationale pour des pays africains donnés (1972-1973)
- t) Cycle d'études sur les statistiques de la balance des paiements (1973)

On fera appel à une aide du PNUD, dans le cadre du Programme régional d'assistance technique, pour l'exécution des sous-projets b), o), d), e), g), i), j), k), l), o) et r). Le Bureau de la statistique, des institutions spécialisées et des organes d'exécution de l'Organisation des Nations Unies seront invités à coopérer, suivant les besoins. D'autres divisions et sections du secrétariat aideront, le cas échéant, la Division de la recherche et de la statistique à mettre ces sous-projets en oeuvre.

61. Etudes statistiques

Ce projet consiste à analyser les données statistiques et leurs agrégats en vue de fournir des études de base pour l'élaboration et la planification de la politique économique et sociale.

Les études suivantes seront élaborées :

- a) Etude de la parité du pouvoir d'achat des monnaies africaines (1968-1971)
- b) Etude de la structure des dépenses de consommation privée dans les pays africains (1969-1971)
- c) Etude de la structure et de l'importance des activités non monétaires dans les pays africains (1969-1971)
- d) Etude de la structure du secteur public (1969-1971)
- e) Etude de la structure et de l'évolution de la formation de capital dans les pays africains pendant la période de 1960 à 1970 (1970-1972)
- f) Etude de l'évolution des termes de l'échange dans les pays africains (1970-1972)
- g) Etude des mouvements de prix dans les pays africains, par catégorie d'activité économique, pendant la période de 1960 à 1970 en comparaison avec d'autres régions (1971-1973)
- h) Etude de la dette publique des pays africains (1971-1972)
- i) Etude des niveaux de la pression fiscale dans les pays africains (1972-1973)
- j) Etude de l'accroissement des budgets de capital dans les pays africains pendant la période de 1960 à 1970 (1972-1974)

D'autres divisions et sections du secrétariat aideront la Division de la recherche et de la statistique à exécuter ce projet.

62. Rassemblement, échange et diffusion de renseignements

Ce projet prévoit les activités suivantes :

- Rassembler et analyser les données statistiques des pays africains;
- Elaborer et diffuser des données statistiques relatives à l'ensemble des pays de la région;
- Publier des informations sur les activités statistiques.

Les publications suivantes paraîtront au cours de la période quinquennale :

Publications trimestrielles :

- a) Informations statistiques

b) Bulletin de statistiques pour l'Afrique

c) Commerce extérieur, série A : Echanges par pays

Publication semestrielle :

d) Commerce extérieur, série B : Echanges par produit et par pays

Publications annuelles :

e) Statistiques annuelles de production industrielle

f) Annuaire statistique pour l'Afrique

Publications occasionnelles :

g) Manuel sur les méthodes des enquêtes par sondage en Afrique :
Enquêtes sur l'économie des ménages (1969)

h) Manuel sur les méthodes des enquêtes par sondage en Afrique :
Enquêtes démographiques (1970)

i) Bulletin des statistiques de comptabilité nationale en Afrique
(1970)

ACTIVITES PERMANENTES

Les activités permanentes suivantes seront poursuivies au cours de la période quinquennale :

a) Envoyer des consultants et des missions consultatives aux pays qui en feront la demande pour les conseiller en matière de statistiques, notamment aider les gouvernements à créer des centres de formation dans les sous-régions, avec l'assistance du PNUD.

b) Apporter une aide aux bureaux centraux de statistique, aux centres de formation statistiques, aux universités et autres institutions et organismes de statistiques, notamment les suivants :

i) Le Centre de formation de cadres moyens de Dar es-Salam (Tanzanie);

ii) L'Institut de statistique et d'économie appliquée de niveau supérieur de Rabat (Maroc);

iii) Le Centre international de formation statistique de Yaoundé (Cameroun);

- iv) L'Institut de statistique et d'économie appliquée de Kampala (Ouganda), qui est en cours d'établissement;
- v) L'Université Hailé Sélassié Ier d'Addis-Abéba (Ethiopie);
et maintenir une liaison permanente avec ces organismes.
- c) Elaborer, suivant les besoins, réviser et réimprimer des études et documents sans rapport avec des projets et sous-projets particuliers.
- d) Collaborer, le cas échéant, à la mise en oeuvre des programmes d'autres divisions et sections du secrétariat, et des programmes pour l'Afrique du Siège, d'institutions spécialisées et d'organes d'exécution des Nations Unies, de l'Institut africain de développement économique et de planification et d'organisations analogues.
- e) Etablir un échange de correspondance, élaborer des rapports et des recommandations, etc., dans le prolongement de projets, de sous-projets et de missions antérieurs.
- f) Rassembler les données disponibles sur la population, les comptes nationaux, les prix, les monnaies, les transactions bancaires, le commerce intérieur et extérieur, la balance des paiements, l'industrie, l'agriculture, les transports et divers autres domaines.
- g) Normaliser et mettre sur cartes perforées les données recueillies, en vue de leur comparaison et de leur publication.
- h) Analyser, à l'échelle des pays, des sous-régions et de la région, les données statistiques et leurs agrégats.
- i) L'ordinateur IBM-20-8K sera utilisé au traitement de données sur la production industrielle, la comptabilité nationale, le commerce extérieur, les transports et les liquidités monétaires de la région, à des travaux administratifs au sein du secrétariat, à l'enregistrement et à la conservation de données sur l'Afrique, et à d'autres tâches répondant à des besoins particuliers. Il sera également utilisé à des fins de recherche, de démonstration et de formation et pour aider, sur leur demande, les pays dépourvus de moyens de traitement de l'information ou insuffisamment équipés.

IX. POPULATION

Responsable : DIVISION DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE^{1/}
Section de la démographie et des statistiques sociales

RESSOURCES EN PERSONNEL

		<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>GS</u>
<u>Section de la démographie</u>	1967	-	-	1	2	1	1
<u>et des statistiques sociales</u>	1968	-	-	1	3	1	2
	1969*	-	-	1	3	1	2
	1970*	-	-	1	3	1	4
	1971*	-	-	1	3	2	6

* Proposés.

1/ Le personnel de direction est inclus sous "Services statistiques".

IX. POPULATION

A propos des projets concernant la population, il convient de mentionner les analyses de la population, dissociées autant que possible des données, méthodes et études démographiques qui, elles, relèvent des programmes de statistique.

Pendant la période quinquennale, la plupart des recensements et enquêtes démographiques prévus pour 1970 seront terminés et l'on pourra :

- Faire le point de la situation démographique en Afrique;
- Tirer les conclusions qui se dégagent pour les pays de la région;
- Etudier la part respective des facteurs qui influencent l'évolution démographique des pays africains;
- Exécuter des études en vue d'aider à l'élaboration et à la planification des politiques de développement économique et social en Afrique.

PROJETS

50. Développement de la démographie

Ce projet prévoit les activités suivantes :

- Examiner avec les pays intéressés les progrès accomplis et les problèmes qui se posent dans les études sur la population;
- Etudier, avec les pays intéressés, les besoins d'assistance technique et, sur demande, fournir les services de conseillers régionaux, en collaboration avec la Division de la population et la Direction des opérations d'assistance technique du Siège;
- Etablir les documents de travail et fournir les services nécessaires pour la Conférence africaine sur la population.

On prévoit les réunions suivantes :

- a) Réunion du Comité préparatoire de la conférence africaine sur la population (1969)
- b) Réunion du Comité préparatoire de la conférence africaine sur la population (1970)
- c) Conférence africaine sur la population (1971)

D'autres divisions et sections du secrétariat aideront la Division de la recherche et de la statistique à exécuter ce projet. Les institutions spécialisées compétentes et d'autres organismes seront invités à participer à la Conférence.

51. Elaboration de normes démographiques pour l'Afrique

Il s'agit d'entreprendre une étude des méthodes démographiques et de rédiger des documents sur la méthodologie qui seront examinés lors de cycles d'études et de groupes de travail. Ces réunions permettront des échanges de vues sur les moyens d'améliorer la comparabilité des données démographiques, sur le plan régional et sur le plan international, et d'adapter les normes internationales à l'Afrique.

Pour la période quinquennale considérée, les activités suivantes sont prévues :

- a) Cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographique à la planification du développement (1969)
- b) Cycle d'études sur les données démographiques requises pour la planification et l'évaluation des programmes de population (1970)
- c) Cycle d'études sur les statistiques et les études de la migration et de l'urbanisation (1970)
- d) Etude des données des recensements administratifs de la population (1971)
- e) Groupe d'experts sur les techniques d'évaluation des données démographiques de base (1971)
- f) Etude sur la réalisation et l'évaluation des programmes de politique démographique (1972)
- g) Etude sur les aspects démographiques de la planification de la main-d'oeuvre (1973).

Pour les sous-projets c) et e) ci-dessus on sollicitera le concours du PNUD, au titre du programme régional d'assistance technique. Le cas échéant, on sollicitera aussi le concours de la Division de la population du Siège des Nations Unies et d'organismes intéressés. D'autres divisions et sections du secrétariat fourniront si besoin est à la Division de la recherche et de la statistique l'assistance requise pour l'exécution des sous-projets.

52. Etudes démographiques

Il s'agit d'analyser les données démographiques, d'évaluer des indicateurs démographiques et de préparer des projections de chiffres de population en vue d'études de base sur l'élaboration et la planification de la politique économique et sociale.

Les études suivantes seront entreprises :

- a) Etude des recensements et des statistiques de l'état civil des villes d'Afrique (1969)
- b) Etude des effets économiques et sociaux des niveaux et des tendances de l'urbanisation (1969)
- c) Etude des conséquences économiques et sociales de la migration de la main-d'oeuvre (1971)
- d) Etude de la structure de la fécondité par âge dans les pays africains et des sous-groupes nationaux de la population (1970)
- e) Etudes des niveaux et des tendances de la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants (1970)
- f) Etude de l'alignement des données du recensement démographique sur les résultats des vérifications post-censitaires (1970)
- g) Etude des causes des variations de la fécondité dans les pays africains (1971)
- h) Etude de l'interdépendance de l'accroissement démographique, des migrations internes et du taux d'activité économique (1971)
- i) Etude des structures de la fécondité et de la mortalité des populations nomades et sédentaires et des conséquences démographiques de la sédentarisation (1972)
- j) Etude des effets de l'instruction sur les niveaux de fécondité, de mortalité, sur les migrations et le taux d'activité économique (1973)
- k) Etude des besoins en matière d'alimentation, de logement, de moyens pédagogiques et de services sanitaires, en fonction des prévisions de croissance de la population et d'expansion de l'économie (1973)
- l) Etude des résultats des enquêtes et des recensements récemment effectués en Afrique et leurs implications (1973)
- m) Etude démographique des populations non africaines (1973)

D'autres divisions et sections du secrétariat fourniront à la Division de la recherche et de la statistique l'assistance dont elle aura besoin pour l'exécution de ces sous-projets. Les institutions spécialisées compétentes et d'autres organismes intéressés seront consultés le cas échéant.

53. Rassemblement, échange et diffusion de renseignements

Ce projet prévoit les activités suivantes :

- Réunir et analyser des données démographiques dans les pays africains;
- Etablir et diffuser des données démographiques pour tous les pays africains;
- Publier des informations sur les activités démographiques.

Les publications suivantes doivent paraître pendant la période quinquennale :

- a) Répertoire des démographes africains (1969)
- b) Etude des facteurs qui influencent l'évolution démographique (1970)
- c) Etudes de l'évolution et des tendances démographiques en Afrique (1971)

ACTIVITES PERMANENTES

Les activités permanentes suivantes seront poursuivies au cours de la période quinquennale :

- a) Fournir aux Etats membres qui en feront la demande des services consultatifs et envoyer des missions d'experts en démographie; aider les gouvernements à créer des centres de formation sous-régionaux, avec le concours du PNUD.
- b) Fournir une aide aux centres démographiques, aux universités et autres institutions et organismes démographiques (y compris le Centre nord-africain de recherche et de formation démographiques du Caire) et rester en liaison avec eux.
- c) Elaborer, suivant les besoins, réviser et réimprimer des études et des documents sans rapport avec des projets et sous-projets particuliers.
- d) Collaborer, le cas échéant, à la mise en oeuvre des programmes d'autres divisions et sections du secrétariat et des programmes pour l'Afrique d'institutions spécialisées et d'organes d'exécution des Nations Unies, de l'Institut africain de développement économique et de planification et d'organisations analogues.
- e) Suivre les projets et sous-projets antérieurs et les travaux de missions grâce à des échanges de correspondance, à l'élaboration de rapports et de recommandations, etc.

- f) Analyser des données démographiques de base afin d'étudier l'évolution et les tendances démographiques des pays africains.
- g) Analyser des indicateurs et des données démographiques de base à l'échelon national, sous-régional et continental.
- h) Etudier les besoins des Etats membres en spécialistes de la démographie et déterminer les services de formation et autres qu'il faudra créer pour y répondre.

I. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A. Planification du développement économique, projections et politiques

Responsable : DIVISION DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE^{1/} :
Section de la recherche économique

RESSOURCES EN PERSONNEL

		<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2/1</u>	<u>GS</u>
<u>Section de la recherche économique</u>	1967	-	2	4	4	1 ^{a/}	6 ^{b/}
	1968	-	2	2	4	2 ^{a/}	3 ^{b/}
	1969*	-	2	2	4	2 ^{a/}	3
	1970*	-	2	2	4	3 ^{a/}	3
	1971*	-	2	3	4	3 ^{a/}	3
<u>Conseillers régionaux financés sur les fonds des projets</u>	1967	3					
	1968	3					
	1969*	3					
	1970*	3					
	1971*	3					

* Proposés.

^{1/} Le personnel de direction de la Division est inclus sous "Services statistiques".

^{a/} Dont un stagiaire.

^{b/} Trois postes transférés, avec les tâches correspondantes, de "Services statistiques".

I. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A. Planification du développement économique, projections et politiques

En vue d'atteindre leurs objectifs de développement, la plupart des pays africains ont établi des plans dans le cadre desquels s'inscrivent leurs politiques économiques et sociales et s'orientent leurs efforts.

Cependant, on a pu constater qu'entre 1960 et 1966 au moins, la croissance annuelle moyenne du PIB n'a pas atteint en Afrique le taux de 5 pour 100 fixé pour la première Décennie des Nations Unies pour le développement et qu'il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de l'élaboration et de l'exécution des plans pour que le développement économique et social espéré puisse se réaliser.

Les principaux obstacles qui s'opposent à l'exécution des plans sont les suivants :

- Les objectifs ne sont pas toujours réalistes et cohérents;
- Les projets sont souvent insuffisamment ou incomplètement déterminés;
- Les structures politiques et sociales ne sont pas adaptées aux circonstances actuelles.

Le programme de travail du secrétariat est, en conséquence, conçu en fonction des objectifs suivants :

- Permettre d'améliorer la préparation des plans et le contrôle de leur exécution;
- Aider à normaliser les concepts et les méthodes afin de faciliter l'échange de données d'expérience d'un pays à l'autre et de rendre les résultats comparables;
- Préciser les circonstances particulières nécessaires à la planification en Afrique;
- Encourager les efforts tendant à la coopération économique pour permettre la création de marchés suffisamment vastes et faciliter ainsi l'industrialisation et le développement économique et social.

PROJETS

1. Développement de la recherche économique

Ce projet prévoit les activités suivantes :

- Examen, en relation avec les pays intéressés, des progrès réalisés et des problèmes rencontrés dans l'exécution de programmes visant les projections, la planification et les études économiques;

- Etude, en relation avec les pays intéressés, des besoins d'assistance technique et de l'aide fournie sur leur demande, par des conseillers régionaux travaillant en collaboration avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et la Direction des opérations d'assistance technique du Siège;
- Etablissement de la documentation et fourniture de services de secrétariat pour les sessions de la Conférence des planificateurs africains.

Les activités suivantes seront entreprises au cours de la période quinquennale :

- a) Troisième session de la Conférence des planificateurs africains (1970)
- b) Quatrième session de la Conférence des planificateurs africains (1972)

D'autres divisions et sections du secrétariat aideront la Division de la recherche et de la statistique à organiser ces conférences.

2. Etablissement de normes économiques pour l'Afrique

Ce projet prévoit les activités suivantes :

- Recherche sur les techniques et les problèmes de planification, les projections et les questions économiques;
- Avec la coopération du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et des institutions spécialisées compétentes, établissement de documents sur la méthodologie à l'usage des cycles d'études et groupes d'experts organisés pour permettre des échanges de vues sur les moyens d'améliorer et de rendre plus comparables, sur le plan régional et international, les résultats obtenus par les divers pays africains dans le domaine du développement économique;
- Etude des moyens permettant d'adapter à l'Afrique les normes internationales.

Les études et réunions suivantes sont prévues pour la période quinquennale :

- a) Normalisation des concepts et méthodes de base à utiliser par les pays africains et établissement de la liste des données statistiques et techniques requises pour l'élaboration des projections (1969-1970)

- b) Première réunion du Groupe technique sur les projections et la programmation : projections des produits pour l'Afrique (1969)
- c) Groupe de travail de conseillers économistes en politiques économiques à court, moyen et long terme (1969)
- d) Cycle d'études régional sur l'harmonisation des plans (1969)
- e) Deuxième réunion du Groupe technique sur les projections et la programmation : données requises pour les projections (1970)
- f) Réunion interinstitutions sur les régions d'Afrique relativement peu développées du point de vue économique (1970)
- g) Cycle d'études sur l'intégration des plans nationaux, sectoriels et régionaux de développement (1970)
- h) Groupe de travail sur le manuel de la planification à l'usage des pays africains (1970)
- i) Etude de l'intégration régionale la plus appropriée des projections nationales en vue de l'élaboration de projections de l'économie africaine (1971)
- j) Troisième réunion du Groupe technique sur les projections et la programmation : modèles globaux de croissance des économies africaines (1971)
- k) Groupe de travail d'experts sur l'harmonisation régionale des plans de développement (1971)
- l) Groupe de travail sur le financement du développement et la gestion budgétaire (1971)
- m) Quatrième réunion du Groupe technique sur les projections et la programmation : projections sectorielles pour l'Afrique (1972)
- n) Groupe d'études sur l'infrastructure et le développement économique (1972)
- o) Cycle d'études sur la politique commerciale des produits et le développement économique (1972)
- p) Cinquième réunion du Groupe technique sur les projections et la programmation : étude de l'intégration des projections, de la planification et des politiques relatives au développement (1973)
- q) Cycle d'études sur la politique de l'emploi et la croissance économique (1973)

Une aide sera demandée au PNUD, dans le cadre du Programme régional d'assistance technique, pour l'exécution des sous-projets c), g), h), k), l), n), o) et q) ci-dessus. La coopération d'institutions spécialisées et d'organes d'exécution sera recherchée suivant les besoins. D'autres divisions et sections du secrétariat aideront la Division de la recherche et de la statistique à exécuter ces sous-projets.

3. Etudes économiques

Ce projet comprend les activités suivantes :

- Etude des politiques nationales du développement et de la situation économique en Afrique;
- Analyse de la situation, de l'évolution et des tendances économiques dans l'ensemble de la région;
- Réalisation d'études sur le développement économique dans les sous-régions.

Outre des études consacrées à des problèmes particuliers et réalisées suivant les besoins, les publications suivantes paraîtront une fois par an :

a) Etude des conditions économiques en Afrique

L'étude se présentera en deux parties, dont la première constituera une analyse générale des conditions économiques, tandis que la seconde traitera chaque année d'un sujet différent.

- i) Etude des conditions économiques en Afrique (1969)
- ii) Etude des conditions économiques en Afrique (1970)
- iii) Etude des conditions économiques en Afrique (1971)
- iv) Etude des conditions économiques en Afrique (1972)
- v) Etude des conditions économiques en Afrique (1973)

b) Bulletin économique pour l'Afrique

- i) Bulletin économique pour l'Afrique (1969)
- ii) Bulletin économique pour l'Afrique (1970)
- iii) Bulletin économique pour l'Afrique (1971)
- iv) Bulletin économique pour l'Afrique (1972)
- v) Bulletin économique pour l'Afrique (1973)

D'autres divisions et sections du secrétariat aideront la Division de la recherche et de la statistique à exécuter ce projet.

4. Rassemblement, échange et distribution d'informations

Ce projet comprend les activités suivantes :

- Rassemblement et analyse de renseignements sur les politiques nationales et les objectifs de développement économique;
- Distribution de données économiques sur tous les pays de la région, en vue de faciliter la coordination des plans et politiques de développement.

Outre les documents sur la méthodologie et les études économiques mentionnés plus haut, les publications suivantes seront diffusées au cours de la période quinquennale :

a) Bibliographie des documents économiques publiés par les pays africains

- i) Bibliographie des documents économiques publiés par les pays africains (1970)
- ii) Bibliographie des documents économiques publiés par les pays africains (1972)

b) Manuel de la planification à l'usage des pays africains (1970)

c) Bulletin des planificateurs

- i) Bulletin des planificateurs (1969)
- ii) Bulletin des planificateurs (1970)
- iii) Bulletin des planificateurs (1971)
- iv) Bulletin des planificateurs (1972)
- v) Bulletin des planificateurs (1973)

ACTIVITES PERMANENTES

Les activités permanentes suivantes seront poursuivies au cours de la période quinquennale :

- a) Missions et services consultatifs sur la demande des pays membres, dans le domaine de la planification du développement, des projections et des études économiques;
- b) Assistance aux services centraux de planification, aux universités et autres organismes et institutions de planification, et liaison avec eux;
- c) Elaboration, suivant les besoins, révision et réimpression d'études, de documents et de publications sans rapport avec des projets ou des sous-projets particuliers;

- d) Collaboration, suivant les besoins, à la mise en oeuvre des programmes d'autres divisions et sections du secrétariat et des programmes pour l'Afrique d'institutions spécialisées et d'organes d'exécution, de l'IDEP et d'autres organismes analogues;
- e) Correspondance, élaboration de rapports et de recommandations, etc., dans le prolongement de projets, sous-projets et missions antérieurs;
- f) Rassemblement et dépouillement des données nécessaires aux projections; établissement et révision de projections à long terme pour tous les pays de la région;
- g) Etude des résultats des projections économiques établies par des organismes nationaux et internationaux pour les pays africains et analyse des résultats, sur le plan régional et international, des projections à long terme de chaque pays;
- h) Evaluation des possibilités de croissance économique à long terme et de coopération dans les pays de la région, et définition des éléments de base de la coopération économique et des politiques de développement;
- i) Etudes des techniques et méthodes utilisées pour la programmation, les projections globales et sectorielles ainsi que les projections par produit, et recommandation des techniques et méthodes les mieux adaptées aux conditions propres à l'Afrique;
- j) Coopération avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement en vue d'améliorer les modèles mondiaux de projection économique, compte tenu des besoins et des conditions propres à l'Afrique;
- k) Rassemblement et analyse des plans de développement des pays africains, étude des obstacles qui s'opposent à leur mise en oeuvre, et examen des mesures à adopter pour améliorer l'élaboration des plans et le contrôle de leur exécution;
- l) Définition des conditions particulières nécessaires à la planification en Afrique, compte tenu des ressources et des besoins des pays africains et établissement d'un schéma commun à tous les plans africains;
- m) Etude des besoins des Etats membres en personnel spécialisé pour les projections, la planification et les études économiques, et des moyens de formation et autres services nécessaires en fonction de ces besoins;
- n) Assistance aux gouvernements pour organiser, à l'échelon national et sous-régional, des cours sur les projections, la planification et les études économiques et pour créer, le cas échéant, des centres de formation sous-régionaux, éventuellement avec l'aide du PNUD.